



REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



CONFERENCE MAGHREBINE SUR LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:

Ingénierie pédagogique du LMD, Adéquation Formation & Emploi, Gouvernance Universitaire

Cité des Sciences, 14 novembre 2009

Le Groupe National de Promoteurs de la Réforme de l'Enseignement Supérieur a été constitué conjointement par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie et la Commission Européenne (Programme TEMPUS). La mission de ce Groupe est de disséminer l'information relative au processus de Bologne (objectifs, réalisations dans les Etats membres et agenda) et contribuer, au niveau des champs d'intervention respectifs de ses membres, à des actions de conseils et d'expertises au profit de toutes les parties prenantes (étudiants, enseignants, universités, secteur professionnel, etc...).

Cette Conférence régionale pour la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, est organisée dans le cadre des activités du Groupe. Elle est dédiée à la réforme de l'enseignement supérieur et son objectif est de réunir les universitaires de la région maghrébine autour des trois thématiques suivantes:

- Processus de Bologne: réforme curriculaire et ingénierie pédagogique,
- Adéquation Formation-Emploi,
- Gouvernance universitaire.

Au cours de la Conférence, trois experts européens, MM. Philippe Ruffio, Guy Haug et Terence Clifford-Amos, présenteront des exposés portant sur les axes retenus afin de rendre compte des grandes tendances de la réforme de l'enseignement supérieur en Europe (processus de Bologne) et dans le monde.

Les universitaires présents rendront compte, de leur côté, des différentes réformes initiées dans leurs pays et/ou établissements respectifs et procéderont à des échanges d'expériences sur les thèmes lors des discussions.

LES REFORMES UNIVERSITAIRES EN TUNISIE.

En matière de réforme curriculaire et d'ingénierie pédagogique, l'enseignement supérieur tunisien a connu une mutation d'envergure à l'occasion de la réforme LMD. A ce jour, la réforme au niveau de la Licence est achevée, au terme d'un processus en trois vagues successives. Celle du Mastère est maintenant largement entamée. Dans ce cadre, les universitaires sont invités à affiner leurs connaissances des nouvelles méthodes d'ingénierie pédagogique, des approches selon des référentiels orientés vers les métiers ainsi que de la pédagogie centrée sur l'apprenant.

En matière d'adéquation Formation/Emploi, l'enseignement supérieur tunisien a beaucoup avancé en exigeant, dans le cadre de la réforme LMD, que les 2/3 des offres de formation soient dédiées aux licences appliquées, licences co-construites et aux mastères professionnels. Toutes les licences intègrent une unité d'enseignement transversale et obligatoire consacrée à la culture de l'entreprise et un mastère professionnel de l'entrepreneuriat a été instauré et généralisé. Des pépinières d'entreprises sont désormais adossées aux universités et des micro crédits sont accordés aux diplômés pour l'impulsion de leurs projets. Les universités ont également créé des observatoires pour mieux recueillir le feedback du marché de l'emploi quant à l'insertion professionnelle des diplômés du supérieur et déploient des efforts en vue de la certification de leurs étudiants en technologies et en langues.

En matière de gouvernance universitaire, la Tunisie a réformé le système de gestion en introduisant, pour la première fois, la contractualisation entre le ministère et les établissements d'enseignement supérieur. Ces contrats-programmes permettent aux universités et aux établissements d'élaborer leurs stratégies en matière d'activités d'enseignement et de recherche, de proposer aux fins des projets et programmes pour une période de 4 ans accompagnés de leurs plans de mise en oeuvre en termes de gestion administrative et financière à travers un cadre de dépenses à moyen terme – CDMT-. Par ailleurs, la nouvelle loi de l'enseignement supérieur prévoit la réforme de la gestion universitaire en offrant aux établissements –moyennant des conditions liées essentiellement à la qualité de la gestion pédagogique, scientifique, administrative et financière- la possibilité de passer d'un mode de gestion centralisé à un mode de gestion plus souple et autonome en s'érigeant en établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST). Enfin, et pour accompagner ces réformes, le ministère a mis en place un Programme d'Appui à la Qualité de l'Enseignement Supérieur –PAQ- dont une des composantes est dédiée au renforcement de la capacité de gestion pédagogique, administrative et financière des universités et des établissements en particulier par la mise à niveau de leurs ressources humaines, l'installation de systèmes d'information (pour la collecte des données et des indicateurs liés à la performance) et de systèmes d'Assurance Qualité.

LES PARTICIPANTS.

Cette conférence réunira, autour des experts maghrébins et européens, les Universités représentées par leurs Président(e)s, étudiant(e)s et Comités pour la Qualité, les Commissions Nationales et Sectorielles chargées de la mise en place en place du LMD, le Panel d'évaluation technique du Programme d'Appui à la Qualité (où le secteur professionnel et les ministères partenaires sont dûment représentés), le Comité National d'Evaluation et les experts impliqués dans les évaluations externes des établissements d'enseignement supérieur et ceux mandatés par le Ministère pour l'évaluation des contrats-programmes des universités.

LES INTERVENANTS.

Guy Haug est spécialiste des systèmes éducatifs et de l'enseignement supérieur et a cumulé une longue expérience de la coopération entre les universités dans un contexte européen et mondial. Il a travaillé avec l'Association européenne d'Université (Genève/Paris) où il a aidé à formuler et développer le Processus de Bologne pour construire un espace d'enseignement supérieur européen cohérent.

Philippe Ruffio est actuellement chef de secteur à l'Unité Tempus de l'Agence Exécutive "Education Audio-visuel et Culture" de la Commission Européenne à Bruxelles. Il s'occupe de la coordination du Programme Tempus dans les pays méditerranéens et dans les Balkans. Depuis plus de 20 ans, il a accumulé une longue expérience de la coopération universitaire en Europe et dans le monde qu'il a pratiquée à la fois dans les organisations européennes et dans l'enseignement supérieur de son pays d'origine, la France. Avant de rejoindre Bruxelles en 2005, il exerçait des fonctions de professeur et de directeur des relations internationales dans son établissement d'origine.

Terence Clifford-Amos, est expert européen spécialisé dans le développement des compétences en relation avec le processus de Bologne, le développement des curricula et l'Assurance qualité. Il est évaluateur de projets Tempus et membre d'agences d'assurance qualité au Royaume Uni, en Slovénie et en Bulgarie. Il est intervenu en France et en Hongrie auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Conférence des recteurs hongrois et des chambres de commerce locales notamment pour la mise en place de nouveaux cursus en management européen.